



Briefing de Bruxelles 49

Les jeunes dans l'agribusiness: préparer l'avenir de l'agriculture

Organisateurs: CTA, Secrétariat ACP, Commission européenne/DEVCO, Concord, PAFO, AgriCord

18 mai 2017, 9h00-13h00

Secrétariat ACP, Avenue Georges Henri 451, 1200 Bruxelles

<http://brusselsbriefings.net>

1. Créer des emplois : le défi de demain

Définition des jeunes :

Aux fins de garantir la cohérence statistique entre les régions, l'ONU définit les « jeunes » comme les personnes âgées de 15 à 24 ans, sans préjudice d'autres définitions utilisées par les États membres. Toutes les statistiques de l'ONU sur la jeunesse sont basées sur cette définition, comme le montre l'annuaire statistique publié par le système des Nations Unies qui couvre la démographie, l'éducation, l'emploi et la santé.

En ce qui concerne les activités menées à l'échelon national, par exemple la mise en œuvre d'un programme jeunesse au niveau de la communauté locale, les termes « jeunes » ou « jeunesse » peuvent être compris plus soupagement. L'UNESCO utilisera alors la définition de l'État membre concerné. Elle pourra par exemple s'inspirer de la définition donnée dans la Charte africaine de la jeunesse et utilisée par l'Union africaine, où le terme « jeune » s'applique ainsi à « toute personne âgée de 15 à 35 ans ».

Les prévisions démographiques pour l'Afrique indiquent que l'offre de possibilités d'emploi et de revenus aux prochaines générations sera le défi majeur des prochaines décennies.

Près de 88 % des 1,2 milliard de jeunes dans le monde vivent dans des pays en développement. À l'échelle mondiale, les jeunes représentent environ 24 % des travailleurs pauvres, une tendance particulièrement marquée en Afrique où plus de 70 % des jeunes vivent avec 2 US\$ par jour ou moins. Mais, alors que le nombre de jeunes devrait augmenter dans le monde, les possibilités d'emploi et de création d'entreprise des jeunes – tous sexes confondus – restent limitées. Et plus encore pour les jeunes qui vivent dans les régions rurales des pays en développement, confrontées à une stagnation de la croissance. Selon les projections, 60 % de la croissance de la main-d'œuvre mondiale entre 2010 et 2050 sera due à l'Afrique qui a la plus jeune population au monde, avec 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans (un chiffre qui aura doublé en 2045 selon la BAD).

Avec 60 % d'habitants âgés de 24 ans ou moins en 2015 (contre 42 % à l'échelle mondiale et 30 % dans les pays à revenu élevé), l'Afrique est le continent le plus jeune au monde. En Afrique subsaharienne, le pourcentage de jeunes atteint même 63 %. Au cours de la prochaine décennie, onze millions de jeunes devraient entrer chaque année sur le marché de l'emploi en Afrique, alors que seulement 3 millions d'emplois officiels seront créés. Des millions de jeunes se retrouveront ainsi sans emploi ou sous-employés. Malgré l'augmentation rapide des emplois salariés officiels, la majorité de ces jeunes travailleront probablement dans des exploitations agricoles ou des entreprises familiales, en échange d'un salaire souvent très peu élevé. Pour améliorer les revenus des jeunes, les gouvernements doivent accélérer les réformes visant à améliorer le climat économique général, renforcer l'éducation de base et faciliter l'accès aux terres, aux infrastructures, à la formation et au financement.¹

Les zones urbaines continuent d'exercer un réel pouvoir d'attraction sur les jeunes, car peu d'entre eux envisagent l'agriculture comme un secteur d'avenir. Suite à cela, certains pays sont aujourd'hui confrontés à un vieillissement de leur population agricole, alors que les centres urbains ne sont toujours pas en mesure de créer des opportunités d'emploi pour les travailleurs venus en nombre des zones rurales.²

¹ Rapport de la Banque mondiale, *L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne* 2014

² Youth Employment in Developing Countries Document de travail préparé dans le cadre du contrat de service DCI-EDUC/2012/310-255 Janneke Pieters, Institute for the Study of Labor, Octobre 2013 https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/study-background-paper-youth-employment-2013_en_0.pdf

Pourtant, dans bon nombre de pays d'Afrique, l'agriculture restera le principal secteur offrant des possibilités d'emploi et de revenus dans les zones rurales. Un secteur qui – indirectement – offre aussi le plus de perspectives pour la création d'activités économiques non agricoles dans le secteur de la transformation et des services agroalimentaires.

Face au nombre disproportionné de jeunes qui travaillent actuellement dans de petites entreprises familiales ou occupent un emploi indépendant dans le secteur agricole, il s'avère essentiel de mettre en place des mesures pour améliorer le climat économique en Afrique.³ Les politiques visant à augmenter le nombre d'emplois agricoles et non-agricoles dans les zones rurales concerneront de nombreux secteurs : services financiers, transport, santé, éducation et gestion des ressources naturelles. La diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC) contribuera également à stimuler l'emploi rural.

2. L'emploi des jeunes dans l'agenda politique

En 1995, les Nations Unies (ONU) ont adopté le Programme d'action mondial pour la jeunesse à horizon 2000 et au-delà. L'importance de l'emploi des jeunes a également été réaffirmée en 2000, avec l'inclusion de cette priorité dans le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1) « Éliminer l'extrême pauvreté et la faim », dont une des cibles est d'assurer « le plein-emploi et la possibilité, pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif » (cible 1.B). Comme l'a clairement souligné le Groupe de haut niveau sur le programme de développement pour l'après-2015, l'emploi des jeunes est probablement l'un des principaux enjeux mondiaux à l'heure actuelle, avec le développement durable (ONU 2013). Suite à une demande du Secrétaire général de l'ONU, les membres du Réseau inter-agences pour le développement des jeunes (*Inter-Agency Network on Youth Development*, IANYD) ont également élaboré un plan d'action spécifique à l'échelle du système (*System Wide Action Plan*, SWAP) sur la jeunesse, afin d'orienter les programmes de l'ONU en faveur des jeunes.

En 2009, l'Union africaine (UA) a lancé la Décennie de la jeunesse en Afrique, une feuille de route pour la mise en œuvre de la Charte africaine de la jeunesse adoptée en 2006 par les chefs d'État du continent. En 2011, l'UA, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et le Bureau international du travail (BIT) ont créé l'Initiative conjointe en faveur de la création d'emplois pour les jeunes en Afrique.

Au niveau régional, le Pilier 2 du CAADP (Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine) et les recommandations de la Réunion conjointe des ministres du commerce et de l'agriculture de l'Union africaine (CAMAT, novembre 2012) rendent compte de la nécessité de i) renforcer les marchés nationaux et régionaux et de ii) soutenir les chaînes de valeur agricoles, l'amélioration de l'emploi et la création de revenus par le biais du développement des secteurs agroindustriel et agroalimentaire.

Par le biais de son programme ENABLE (Empowering Novel Agri-Business-Led Employment), la Banque africaine de développement (BAD) a fait de l'emploi et des jeunes une priorité.

L'UE a mis en place divers programmes de soutien en faveur de sa jeunesse rurale et le CEJA – le Conseil européen des jeunes agriculteurs – est le porte-parole de la nouvelle génération d'agriculteurs auprès des institutions européennes. De nombreux autres partenaires multilatéraux et bilatéraux investissent eux aussi dans la jeunesse des pays en développement.

3. L'agriculture et l'agroalimentaire – des options clés pour les jeunes

En Afrique, le secteur de l'agriculture reste généralement le secteur le plus susceptible d'absorber les très nombreux nouveaux demandeurs d'emploi et de leur offrir des emplois intéressants, avec à la clé des avantages personnels et publics.

³ AFDB. Africa WEconomic Brief. Accelerating the AfDB's Response to the Youth Unemployment Crisis in Africa Agnes Soucat, Ginette Muteta Nzau, Nawsheen Elaheebocus and Joao Cunha-Duarte. 2014

En Afrique subsaharienne, le passage à l'agriculture se fait très jeune. La toute grande majorité des adolescents qui ont un emploi travaillent dans le secteur de l'agriculture. Sur les 60 % de jeunes qui travaillent à l'âge de 15 ans, près de 90 % sont occupés dans le secteur de l'agriculture. La proportion de personnes travaillant dans d'autres secteurs augmente régulièrement avec l'âge, en grande partie en raison du fait que les jeunes qui vont plus longtemps à l'école trouvent un emploi dans d'autres secteurs. Dans les zones rurales, où en raison des possibilités d'éducation limitées, les jeunes ne fréquentent pas l'école très longtemps, l'agriculture emploie plus de 90 % des 15 et 16 ans et environ 80 % des jeunes âgés de 24 ans et plus travaillent toujours dans ce secteur (même si certains déclarant que l'agriculture est leur activité principale exercent parfois aussi une activité non-agricole). Lorsqu'elles ont un emploi, les femmes travaillent davantage dans le secteur de l'agriculture que les hommes – et, contrairement à ces derniers, leur probabilité de travailler dans ce secteur ne diminue pas beaucoup avec l'âge. Une des raisons pour lesquelles tant de femmes restent dans l'agriculture est qu'elles quittent l'école plus tôt. Les possibilités d'emploi sont donc tracées bien plus tôt pour les femmes que pour les hommes.⁴

D'une manière générale, trois perspectives d'emploi s'offrent aux jeunes des zones rurales dans l'agriculture : (1) travail à temps plein dans l'exploitation familiale, (2) travail à temps partiel à la ferme, associé à la gestion d'une entreprise familiale qui vend par exemple des services agricoles ou des intrants et (3) le travail salarié. Pour améliorer la productivité de ces perspectives d'emploi dans le secteur agricole, il y a lieu de lever les contraintes dans au moins quatre domaines : l'accès au crédit et aux services financiers, les politiques foncières, les infrastructures et les compétences.

Au cours des 10 prochaines années, seulement un jeune sur quatre d'Afrique subsaharienne – dans le meilleur des cas – trouvera un emploi salarié et seulement un petit pourcentage de ces emplois seront des emplois « officiels » dans des entreprises modernes. La plupart des jeunes finiront par travailler là où travaillent leurs parents, dans des exploitations agricoles et des entreprises familiales. En matière d'emploi, le défi n'est pas seulement de créer des emplois dans le secteur officiel, aussi important que cela puisse être, mais aussi augmenter la productivité des quelque 80 % des travailleurs qui auront un emploi dans le secteur informel – ce qui impose de remédier au problème du sous-emploi dans ce secteur. L'Afrique connaît une explosion du nombre de jeunes et vu la structure économique actuelle, la majorité des travailleurs de cette génération continueront à travailler dans le secteur informel pendant toute la durée de leur vie active. À terme, ces travailleurs (ou leurs enfants) auront accès à un emploi formel, comme c'est le cas en Asie de l'Est et en Amérique latine.⁵

Il est donc essentiel de soutenir la création d'emplois dans le secteur des services liés à l'agroalimentaire et de la transformation. Une culture entrepreneuriale plus dynamique, l'acquisition de nouvelles compétences et l'accès au capital devraient permettre aux jeunes de créer leur propre emploi. Si l'agriculture et les systèmes agroalimentaires représentent un secteur d'avenir stratégique pour le développement du continent africain, ceux-ci ont néanmoins assez mauvaise presse auprès de la plupart des jeunes en raison des rémunérations peu élevées et des conditions de travail difficiles (par ex. faible niveau de mécanisation). Faire revenir les jeunes dans l'agriculture exige également de remédier au problème de l'accès limité aux ressources (par ex. les terres), aux difficultés d'accès aux services financiers, à l'accès limité aux marchés et aux faibles niveaux de participation aux processus décisionnels.

Les jeunes sont désireux de travailler la terre mais uniquement s'ils peuvent rapidement en tirer des revenus. Un tel constat ouvre la voie à des solutions innovantes de financement et d'accès aux marchés. Nous pourrions ainsi associer autrement les jeunes dans l'agriculture et les amener à travailler dans des secteurs connexes – production d'intrants, services, agroalimentaire à valeur ajoutée. Certaines filières intéressent beaucoup plus les jeunes que d'autres, en particulier les chaînes à forte valeur et à cycle de production court. Parmi ces chaînes de valeur « attrayantes », citons la production de légumes frais et l'aquaculture qui répondent à la demande pour des aliments plus sains et plus variés d'une classe moyenne urbaine toujours plus nombreuse. Des activités qui, si elles sont convenablement planifiées et gérées, peuvent offrir des revenus tout au long de l'année. D'où la nécessité de créer des possibilités d'emploi décent dans un secteur agricole modernisé, dans des entreprises qui fournissent des intrants et des services aux agriculteurs et, en aval des chaînes

⁴ Filmer, Deon; Fox, Louise. 2014. Youth Employment in Sub-Saharan Africa. Africa Development Forum;. Washington, DC: Banque mondiale et Agence Française de Développement.

⁵ *ibid*

agroalimentaires, dans les segments de la commercialisation et de la transformation. Les activités de valorisation peuvent revêtir de nombreux aspects et prendre de nombreuses formes en fonction du produit et peuvent inclure le tri et le calibrage, le conditionnement et l'étiquetage, ainsi que la réfrigération et les opérations de maintien de la chaîne du froid.⁶

Les marchés urbains en expansion offrent également de nouvelles possibilités aux jeunes entrepreneurs tout au long de la chaîne de valeur.⁷

Ainsi, l'urbanisation et le développement des villes de taille moyenne peuvent permettre de réduire les frais de commercialisation des producteurs agricoles de l'arrière-pays et améliorer les retours sur les investissements dans la transformation des produits crus. À présent que les entreprises de transformation et les consommateurs urbains exigent des produits agricoles de qualité et traçables, l'agriculture doit être dotée d'un niveau de gestion plus pointu. Les jeunes sont bien placés pour acquérir et exercer une expertise en gestion. Ils auront à rassembler de très petites exploitations en de plus grandes unités ou à développer de nouveaux réseaux de producteurs pour partager les frais et utiliser les loyers des terres. Les organisations de producteurs pourront devoir innover en termes d'offre de services de gestion.

Le développement de partenariats public-privé (PPP) peut permettre de développer des synergies avec les exploitations familiales ainsi que des possibilités de développement et d'emploi pour les jeunes. De plus grandes exploitations, les unités de transformation, les grandes surfaces et d'autres acteurs du marché peuvent aider les petits exploitants à avoir accès aux ressources productives et aux technologies indispensables, faciliter la valorisation et permettre l'accès à des marchés rémunérateurs. Ils peuvent également faciliter le renforcement des capacités par le biais de stages et d'un accompagnement pour les jeunes.

Améliorer la **participation des jeunes et leur leadership dans les organisations de producteurs** et d'autres institutions rurales leur donnera les moyens d'intervenir dans le dialogue de politique publique et de faire en sorte que les stratégies de développement de l'agriculture tiennent compte de leurs préoccupations.

- **Développer les compétences entrepreneuriales des jeunes**

Les jeunes des zones rurales ont déploré à maintes reprises l'absence de formation dans des domaines comme le leadership et la gestion d'entreprise et le manque de financement et souligné la nécessité d'avoir accès à des possibilités de stage. À ces contraintes d'ordre général s'ajoute le fait que les programmes de formation s'adressent le plus souvent aux jeunes hommes et ne tiennent pas compte des besoins des jeunes femmes.⁸

En plus d'une éducation de base, une agriculture très productive exige des compétences spécifiques, par exemple dans le domaine du marketing, de la transformation, du fonctionnement et de la réparation de machines, du transport, de la logistique et du contrôle de la qualité. Dans certains pays, les instituts de formation professionnelle agricole (dont certains sont rattachés à des universités) dispensent traditionnellement ces compétences.

Les écoles de terrain pour jeunes agriculteurs utilisent des méthodes participatives d'apprentissage et mettent l'accent sur le développement et la diffusion des technologies afin de promouvoir la participation aux organisations de producteurs et de marketing, ainsi que sur le développement de compétences dans les segments de postproduction des chaînes de valeur agricoles, comme la transformation et les technologies à valeur ajoutée. Elles s'avèrent en outre particulièrement bien placées pour développer les compétences des femmes. Les incubatrices d'entreprises et les alliances rurales qui rapprochent les acheteurs commerciaux et les organisations de producteurs sont d'autres pistes pour améliorer les revenus agricoles.⁹

⁶ FAO – Conférence régionale pour l'Afrique. 2014. La jeunesse africaine dans le secteur alimentaire et le développement rural

<http://www.fao.org/docrep/meeting/030/mj565e.pdf>

⁷ Briefing de Bruxelles 48 « Renforcer les moyens de subsistance en milieu rural face à l'urbanisation rapide en Afrique ». mars 2017. <https://brusselsbriefings.net/>

⁸ FAO, CTA et IFAD (2014) Les jeunes et l'agriculture : principaux enjeux et solutions concrètes. Rome : FAO. <http://www.fao.org/3/a-i3947e.pdf>

⁹ Filmer, Deon; Fox, Louise. 2014. Youth Employment in Sub-Saharan Africa. Forum pour le développement de l'Afrique, Washington, DC: Banque mondiale et Agence Française de Développement.

L'utilisation innovante des TIC est un aspect clé de la stratégie visant à attirer les jeunes dans le secteur de l'agriculture. Les TIC exercent un réel attrait sur les jeunes – de la production au marketing – et offrent également un formidable potentiel d'amélioration de l'efficacité de l'agriculture et de l'agroalimentaire (informations sur les marchés et communication des prix en temps réel, traçabilité, accès aux services financiers numériques, accès aux services, soutien aux plateformes commerciales...)

4. Demain

La création de possibilités d'emploi pour les jeunes est l'un des tout grands défis de notre époque sur le front du développement. Il y a lieu de changer la façon dont les jeunes perçoivent l'agriculture.

Dans ce contexte, les politiques et les programmes axés sur les jeunes devraient chercher à identifier des interventions prioritaires sources de valeur ajoutée. Les décideurs politiques devraient comprendre à quel point il est important d'investir dans l'autonomisation des jeunes pour renforcer et soutenir les bases nécessaires à la transformation agricole. La création d'emplois plus nombreux et de qualité, notamment pour la jeune main-d'œuvre rurale, toujours plus nombreuse, doit être un objectif explicite des programmes d'agriculture et de développement rural. En outre, les politiques axées sur les jeunes et les investissements dans l'agriculture et le développement rural doivent figurer au rang des priorités. Pour produire une main-d'œuvre qualifiée, il sera également essentiel de promouvoir des mesures incitatives visant à améliorer la qualité de l'enseignement.

Nous devons nous attacher à mieux comprendre les besoins spécifiques des jeunes, améliorer leur capacité à se lancer dans des activités rémunératrices tout au long de la chaîne agricole et améliorer aussi leur accès aux marchés et au financement.

Comme les jeunes sont souvent marginalisés dans ces processus, des plateformes et des mécanismes participatifs doivent être mis en place pour leur permettre de contribuer pleinement au dialogue politique, faire entendre leur voix et faire reconnaître leur situation.

Objectifs du Briefing: Afin d'améliorer l'échange d'information et promouvoir le travail en réseau, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP, Concord et divers médias organisent depuis 2007 des briefings bimensuels sur des problématiques et défis clés dans le domaine de l'agriculture et du développement rural dans le contexte de la coopération UE-ACP. Ce briefing co-organisé par la PAFO et AgriCord encouragera l'échange de points de vue et d'expériences sur l'esprit d'entreprise des jeunes.

Groupe cible : Quelque 150 décideurs politiques ACP-UE, groupes de la société civile, réseaux de recherche, acteurs du développement, représentants du secteur privé et organisations internationales basées à Bruxelles.

Réalisations: Un rapport succinct et un Reader en format imprimé et électronique seront produits peu de temps après la réunion. Les contributions et remarques faites avant, pendant et après les réunions seront postées sur le site web de ces briefings : <https://bruxellesbriefings.net/>